



Et si les lignes qui suivent sont exclusivement consacrées aux kidnappés de la Croix Rouge, de la Banque centrale et à deux autres de leurs compagnons de galère, ainsi qu'à leurs familles, elles sont cependant dédiées - modeste témoignage de sympathie et de soutien - aux otages et parents d'otages de tous les bords.

Semaan Gedaa, Kamal Gedaa, Alfred Kettaneh, André Chaïb, Alexandre Dib, Jacques Germany et Roy Wakil, sont des victimes types d'enlèvements confessionnels. Ils auraient pu s'appeler Hassan, Mohammad ou Ali, et ils connaîtraient d'autres geôliers, mais seraient tout aussi innocents. Leur seul crime a été de se trouver du mauvais côté de la «ligne», à un mauvais moment. Citoyens honnêtes, sans aucune appartenance politique, ils traversaient quotidiennement la ligne de démarcation pour se rendre à leur lieu de travail, dans «l'autre» secteur de Beyrouth. Outrepasant les contradictions communautaires, et croyant encore à la possibilité d'une coexistence fraternelle et pacifique, ils n'avaient guère demandé leur transfert. Ils sont les exemples de ces Libanais, optimistes impénitents et purs, qui, la paix revenue, seraient les seuls habilités à établir de nouveaux «ponts» entre les communautés ennemies d'hier. Mais voici qu'un jour de folie meurtrière, une violence aveugle a jeté son dévolu sur eux, alors qu'ils rentraient de leur travail.

Otages, pourquoi?

1985, août. La chaleur est insupportable. La conjoncture régionale est caractérisée par la présence de protagonistes qui, traditionnellement ne reculent devant rien pour faire prévaloir leur point de vue. La conjoncture intérieure est marquée elle, par l'ambition de certains «seigneurs de la guerre» d'imposer leur loi et de faire flancher telle ou telle partie. Les «messages» ne manquent pas alors de mettre à feu et à sang Beyrouth. Des voitures piégées explosent à Sad el-Bauchrié (mercredi 14 août), Antelias (samedi 17 août), Caracol Druze et Ghobeiri (lundi 19 août). Le tout arrosé de bombar-

A l'heure où l'on négocie le retour des déplacés dans leur montagne... A l'heure où toutes les parties discutent de réformes sur lesquelles bâtir un nouveau Liban... L'affaire des otages libanais est impunément jetée dans les oubliettes. Le sort de dizaines de centaines de personnes est indécentement passé sous silence.

«Magazine» dépoussière le dossier des otages libanais. Dans les semaines à venir, responsables politiques et responsables religieux, employeurs de quelques victimes, pourront s'expliquer. Aujourd'hui, ce sont les familles des otages qui, en premier, rompent un silence

devenu insoutenable pour eux.

De toute les causes humaines qui mobilisent les efforts et la sympathie unanimes, la cause des otages libanais est de celles qui ont eu le moins de retentissement dans l'opinion publique. Pourquoi? Peur de réveiller des fantômes?! Parce qu'on croit qu'il s'agit d'une cause perdue d'avance?!

La vérité est que l'affaire est délicate. Extrêmement délicate entre Libanais, entre concitoyens, entre frères! Nous ne pouvons nous offrir le luxe d'une campagne médiatique comparable à celles menées pour les Américains ou les Français. Il y va de la vie de nos disparus. En partie, voilà pourquoi l'affaire n'a pas fait de tapage. Et ce n'est que de guerre lasse, qu'après avoir vu échouer toutes leur tentatives que les familles des otages libanais ont décidé de rompre le silence. Qu'elles soient musulmanes ou chrétiennes, du côté Est ou Ouest de la ligne de démarcation, c'est le même drame qui les déchire.

ais qui sont les
oliers? Les pa-
nts d'otages ne
vent -jusqu'à
ourd'hui
me!- où se
uvent leurs fils,
x mains de qui,
pour quelle rai-
n...

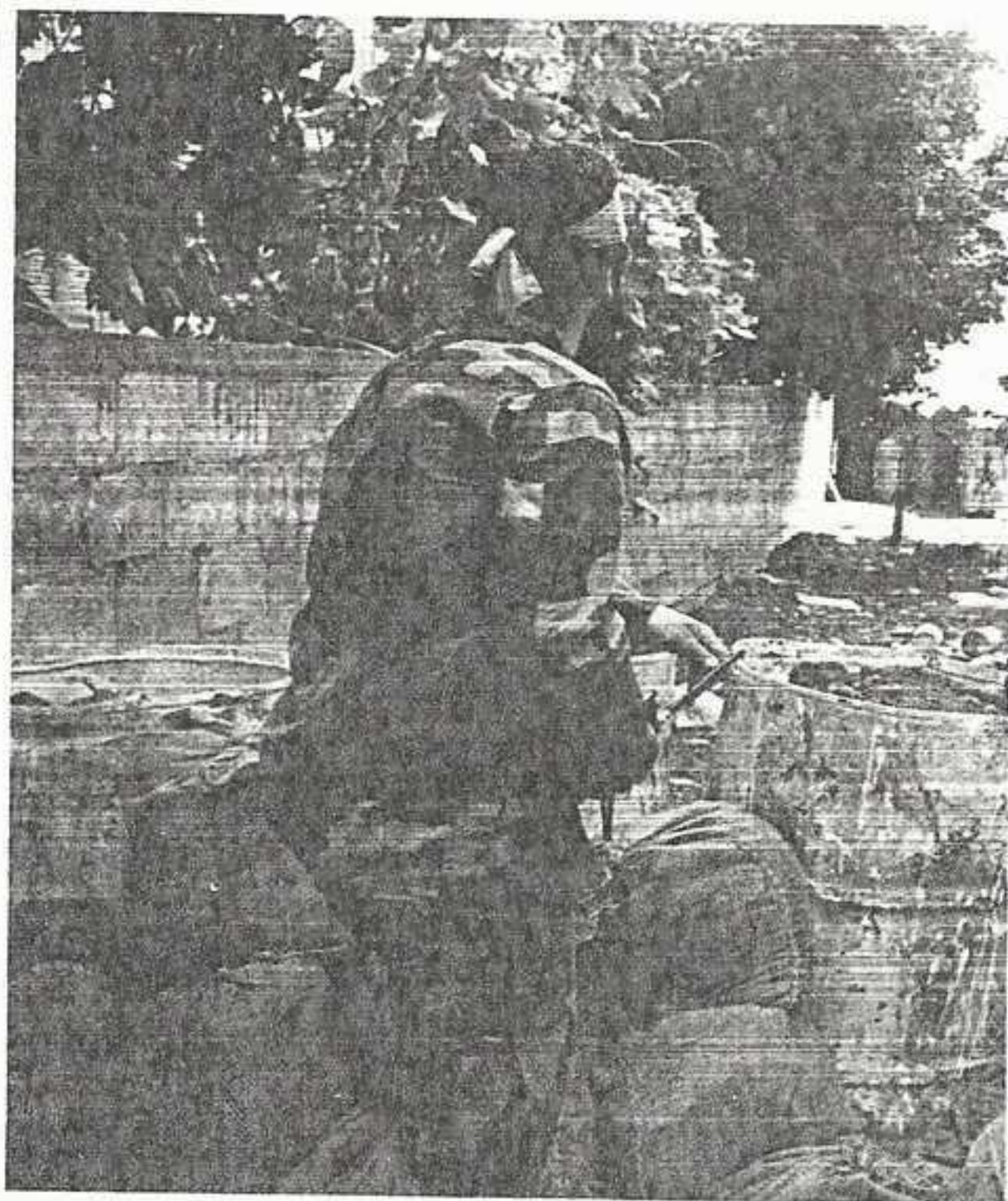
Otages libanais L'outrage du silence

dements nourris. Bilan des morts et des blessés par centaines. Le pays est exsangue. Les citoyens suffoquent. Les déclarations et contre-déclarations guerrières («c'est à qui abattra l'autre» - Joumblatt, «la mort du système ou la mort du Liban» - Berri, «les coups seront rendus au centuple» - Camille Chamoun), n'arrangent pas les choses et contribuent à maintenir l'équilibre de la terreur.

C'est dans ce climat d'extrême tension, que des dizaines d'innocents citoyens sont appréhendés et pris en otages par des milices de part et d'autre de la ligne de démarcation.

Lundi 19 août. Semaan Moussa Gedaa (24 ans), étudiant en sciences informatiques à l'AUB, employé dans le service d'entrée de l'AUH et secouriste de la Croix Rouge Libanaise, s'apprête à rentrer chez lui, en compagnie de son oncle Kamal Semaan Gedaa (49 ans), employé chef comptable et d'une voisine à Ayn el-Remmané. Roy Elie Wakil, ingénieur civil, travaillant pour le compte de Fahmi Caragula, travaux de rénovation et de réparation de l'AIB, s'apprête lui aussi à retourner dans le secteur Est de Beyrouth, où il est domicilié. Dr. André Emile Chaïb, (32 ans), directeur du service de statistiques de la Banque centrale et professeur à l'AUB, Alexandre Hanna Dib, (33 ans), directeur de Cabinet du gouverneur de la Banque centrale, et Jacques Elias Germany, (27 ans), avocat et employé à la Banque centrale, quittent en même temps, à 13h30 le siège de leur lieu de travail, en compagnie d'un chauffeur de la Banque centrale et dans leurs deux voitures. A une demi-heure d'intervalle (à 12h05 puis vers 13h00), deux attentats à la voiture piégée à Caracol-Druze et Ghobeiri venaient de faire 29 tués et une centaine de blessés. Les passions populaires se sont du coup déchaînées.

Semaan Gedaa téléphone à sa mère pour la rassurer et lui dire qu'il rentrait une demi-heure plus tard. Il contacte le QG de la Croix Rouge pour savoir s'il pouvait traverser en ce moment. «Tout va bien!» - a été la réponse. Une demi-heure plus tard, leur Audi Coupé jaune est appréhendée au niveau de la Résidence des Pins par des éléments



A l'affût d'une victime... probablement un innocent et paisible citoyen... un autre malheureux qui croit toujours à la coexistence pacifique entre les Libanais

armés qui les poursuivaient à pied. La voisine est libérée sur le champ en même temps qu'une jeune fille qu'ils avaient fait monter en stop. Après vérification de leur carte d'identité, les deux hommes sont embarqués vers une destination inconnue. La voisine-rescapée donne l'alarme à la famille Gedaa dès son arrivée au Musée.

En même temps, Roy Wakil, quittait l'AIB, bien que son père lui conseillait de rester là où il se trouvait jusqu'à ce que l'affaire des explosions se tasse. Un ami arménien le suivait dans sa voiture. Arrivé au camp Chatila, ce dernier le dépasse. Il ne le reverra plus! A Kaskas, l'arménien remarque un grand nombre d'hommes entourés de miliciens braquant sur eux leurs armes. Des kidnappés?! sans doute....

Pendant ce temps, les trois employés de la Banque centrale faisaient leur chemin vers Kaskas. Une semaine auparavant, on leur avait signifié qu'ils ne pourraient plus résider dans un hôtel durant la semaine, aux frais de la Ban-

que centrale, pour raison d'économie. Ce lundi 19 août, ils devaient pour la première fois passer à Beyrouth-Est après leur horaire de travail.

Alexandre Dib et Jacques Germany se trouvaient dans une voiture Fiat 127 verte. André Chaïb était accompagné par un chauffeur dans une voiture appartenant à la Banque centrale. Le petit convoi est subitement arrêté par des miniciens. Les trois hommes sont kidnappés et le chauffeur laissé en liberté. Ce dernier racontera plus tard, trois versions de l'enlèvement. Qu'importe! Depuis, on ne sait rien d'eux. Bilan des rapt, ce jour-là: 93 personnes kidnappées, 60 dans le secteur Ouest de la capitale et 33 dans le secteur Est.

L'attente des parents commence: d'heure en heure, de jour en jour, de mois en mois, et, enfin, d'année en année... Silence...

Depuis, on n'a pas pu savoir qui a enlevé ces six hommes, qui les détient, et que veut-on en échange de leur libération!!

La lutte pour leur libération: la famille est seule

Le long chemin de croix, pour les familles de ces sept otages venait tout juste de commencer. Electrisées par la douleur, épuisement des pourparlers, exaspération tout le gratin politique banais et «autre», supplient, invoquant l'innocence de leurs disparus, font appel à l'humanité, à la conscience des responsables et... ne recueillent que témoignages de sympathie et vœux pieux. Après la fièvre de l'action ce sont les délires d'une angoisse lancinante qui les brûlent à petit feu. Un père, qui ne peut plus supporter la torture de l'attente s'écrie: «S'il a changé, s'il est très mauvais état, je préfère plus le revoir. Je veux me l'imaginer toujours en bonne santé. Qui me dit qu'il est en bonne santé? Enfermé, même dans une chambre luxueuse, avec tout le confort possible, un être humain ne peut que déprimer. Que sera-ce dans le cas de nos enfants? Dieu seul sait de quoi ils se privent! Ont-ils faim? Sont-ils encore sains d'esprit? Sains de corps?...»

Le langage que tient cet infortuné père, est celui de toutes les familles dont des membres se sont embarqués sur cette même galère.

Que fait-on à de plus hauts niveaux? Toutes ces personnes ont été kidnappées alors qu'elles rendaient de leur lieu de travail à leur domicile. La responsabilité de leurs employeurs, n'est-elle point engagée?! Si ce n'est juridiquement, tout au moins moralement?!

Ce qui est sûr, et indéniable, c'est que du point de vue éthique, les organismes dans lesquels travaillaient ces otages, doivent se sentir responsables et participer par conséquent, efficacement à l'action des parents, en vue d'obtenir leur libération.

C'est en agissant solidairement en déclarant une grève ouverte que le corps médical de l'hôpital Américain de Beyrouth a pu obtenir la remise en liberté des médecins qui lui ont été enlevés. De même lorsque le 6 septembre 1987, six employés de la ME sont kidnappés, les pilotes, en

ployés, hôtesse et stewards de la MEA s'arrêtent de travailler. Les responsables de la compagnie ont alors des contacts rapides et des pressions utiles. Les employés séquestrés sont relâchés le même jour.

De tels exemples ne sont malheureusement pas nombreux. Certes, l'AUH et l'AUB ont retrouvé l'enlèvement de Semaan Jedaa, la Banque centrale ceux de André Chaïb, Jacques Germainy et Alexandre Dib, et la Croix Rouge Libanaise ceux aussi de Jedaa, Alfred Kettaneh et Elias Abdelnour (enlevé le 1/4/1986 et le seul libéré par la suite). Tous ces organismes ont lancé des appels dans les journaux et déclaré avoir établi des contacts, en vue d'obtenir la libération des otages en question.

Mais... aucun n'a offert des résultats concrets aux familles concernées. «Sur notre instigation le gouverneur de la Banque centrale opérait des tentatives qui, à chaque fois étaient jugées par nous comme insuffisantes. Sans doute, La Banque centrale détient des moyens capables de faire libérer ses employés enlevés. Je ne sais si elle est consciente de l'affront qui lui a été fait par cet enlèvement. Les responsables prétendent avoir fait tout ce qui est en leur pouvoir et dans les limites de l'intérêt public. Mais ce service public a été justement bafoué, et ses responsables n'ont rien fait pour réparer cela. Pendant un an, la Banque centrale est restée sans statistiques. Il semble que personne n'est conscient que l'enlèvement de ces trois fonctionnaires est une tache grave contre les intérêts de l'Etat!!» C'est en ces termes que le parent de l'un des otages de la Banque centrale, décrit l'action de cette dernière. En fait, ce que ces familles reprochent aux employeurs de leurs fils, c'est leur manque de solidarité. Qu'ils ne puissent obtenir la libération de leur fils, ceci peut être compréhensible. Mais ce qui l'est moins, c'est qu'ils ne semblent pas comprendre le drame que vivent ces derniers.

Le père de l'un des deux secouristes de la Croix Rouge, encore détenus on ne sait pas où, regrette: «Personne ne partage notre peine. Aucun des responsables de la Croix Rouge n'est venu nous voir pour nous expliquer...»



Un scénario qui n'en finit pas d'être exploité

mer son soutien... Ne fût-ce que par courtoisie, ils auraient dû se manifester.»

Si les otages sont détenus dans des conditions difficiles, il est certain que leurs parents vivent dans un enfer de doutes obsédants et impitoyables. Compassion et solidarité au moins leur auraient été d'un quelconque réconfort moral.

Faut-il se taire encore?

Ce qui vient d'emblée à l'esprit, après ce bref tour d'horizon de la question des otages, c'est l'absence d'une action menée de concert par les familles en vue de négocier la libération de leurs disparus. Pourquoi? En réalité, il s'était formé, dès 1985, et avant les rapt du mois d'août, un «comité des kidnappés et des disparus» à Beyrouth-Ouest. Le comité avait alors élevé très haut la voix, organisé une manifestation et bloqué les voies de passage entre les deux secteurs de la

capitale. Du côté Est de la «ligne verte» les parents, les amis des kidnappés de la Banque centrale forment un comité, auquel adhèrent MM. Mohsen Slim, Boutros Harb, Joseph Abou Khater et Asaad Sawaya. Ce comité fait consciencieusement le tour des responsables, pendant trois mois. Résultat: «rien que des vœux pieux», affirme l'une des familles!. Fin 85, le comité se désagrège. En juin 87, les parents des kidnappés de la Banque centrale tentent à nouveau de former un comité élargi cette fois-ci à tous les parents de kidnappés. La tentative n'aboutit pas. De part et d'autre de la ligne de démarcation, ce genre de comité semble avoir été soigneusement découragé. Leurs membres ont peur de prendre une quelconque initiative: «des élections présidentielles approchent, les promesses devenaient plus insistantes. On nous disait de ne rien faire parce que nous risquions de tout gâcher!» - explique l'un d'eux. En effet si en 1985, Dr Albert Mou-

khaïber avait tenté de former un comité de parlementaires pour suivre l'affaire des kidnappés, et si en 1986 un comité d'enquête sur les kidnappés et disparus avait alors présenté un rapport au premier ministre, Rachid Karamé et aux deux ministres de la Justice et de l'Intérieur, en 1987 c'est le calme plat. Le silence sans échos. Les élections présidentielles de 1988 avortent. Les parents sont désespérés. Certains au comble du désespoir, ont kidnappé à leur tour d'innocents citoyens pour obtenir la libération des leurs. D'autres ont donné naissance à une organisation en bonne et due forme, extrémiste «le mouvement indépendant pour la libération des otages», (le 18 mai 1986), qui a perpétré plusieurs rapt et assassinats à Beyrouth-Ouest. Aujourd'hui, les familles ne veulent plus se taire «il est temps que nous formions un comité de soutien sérieux aux otages libanais. Nous appelons tous les parents de kidnappés et leurs amis à se joindre à nous. L'affaire des otages est aussi importante que celle des déplacés. Nous devons faire entendre notre voix. Et cela ne sera possible que si nous sommes solidaires. Ce comité devra inclure des représentants de toutes les milices. Et nous espérons pouvoir entrer en contact avec le comité des parents de kidnappés de Beyrouth-Ouest. Car une action bien orchestrée dans ce sens, pourra mettre fin au cauchemar que nous vivons tous». C'est Dr Alexander Emile Chaïb qui lance cet appel de toute urgence - le comité des parents des kidnappés de 1987 ayant été réactivés. L'affaire des otages américains, français, anglais et autres, a pendant trop longtemps occupé l'opinion publique libanaise. Ne serait-il pas temps de porter quelque intérêt à nos compatriotes, eux aussi otages au nom d'on ne sait que «Allah»?! Aucune réconciliation honnête n'est possible entre les communautés, aucun projet de réforme n'est valable, si les kidnappés ne sont pas relâchés. Leur destin inconnu n'aurait de cesse d'exacerber les inimitiés et les crispations entre communautés. Aujourd'hui que sait-on d'eux? Que fait-on pour les libérer? Une affaire à suivre...■